

Les autres activités

CCR - Secrétariat social de Marseille

15 janvier 2011

Le Groupe Foi-Solidarité- Développement
Paroisse de Saint-Barnabé

Compte rendu de la session des Semaines sociales 2010

Migrants : un avenir à construire ensemble

par Rémi Caucanas



Les 26, 27 et 28 novembre, au Parc Floral de Paris, les Semaines Sociales de France se sont penchées cette année sur le thème très actuel des Migrations. Parmi les participants, une délégation jeune et fournie représentait Marseille.

Les *Semaines Sociales de France* c'est d'abord un grand rendez-vous annuel : 3 000 participants venus de toute la France et d'autres pays européens, un village associatif regroupant la presse et les mouvements chrétiens, une ambiance de réflexion et de rencontres en présence d'intervenants de qualité.

« Migrants : un avenir à construire ensemble » telle était la problématique proposée cette année. Et pour y cheminer, un panel riche et nombreux de scientifiques, d'acteurs du monde associatif, d'hommes et de femmes politiques. Très vite - dès le vendredi matin - la parole a été donnée à des migrants. Parmi eux nous retiendrons Lamartine Valsin, haïtien qui vient d'obtenir sa régularisation après bien des aventures, après avoir quitté sa famille et son pays et s'être retrouvé, « mal-voyant, dans un labyrinthe » administratif et humain. Nous

retiendrons aussi le parcours de Hamid Senni qui, perçu comme « immigré » en France, est « Français » en Suède et à Londres où il a créé son entreprise. Tous témoignent de la sensibilité du sujet : pour eux et pour nous. Leur témoignage nous renvoie à nous-mêmes. Et Philippe Bernard, journaliste au Monde et membre de la *Cité nationale de l'histoire de l'immigration* revient sur cette perception et pose les premières balises. Il introduit dans notre réflexion la dimension du temps : la question de l'immigration n'agit

le débat public français que depuis la fin des années 1970 rappelle-t-il. Elle est par ailleurs liée à une histoire porteuse de fantasmes : les mémoires blessées de la colonisation, de la guerre d'Algérie, les rêves soufflés par un Occident médiatisé. Philippe Bernard élargit aussi la question : l'enjeu central se situe au niveau mondial et *a minima* dans une relation duelle qui se joue entre le départ et l'arrivée de la route migratoire. Cette dimension internationale n'aura de cesse d'être rappelée notamment par Jean-Michel Severino, directeur général de l'*Agence Française de Développement*. Les différents contrepoints européens, apportés par Jacob Von Weizsäcker, économiste allemand et Cristina Luca, ancienne secrétaire d'État italienne sous le gouvernement Prodi, rappellent que la question dépasse nos frontières nationales. Aussi ces Semaines Sociales, comme le conclura plus tard Jérôme Vignon, leur président, ont été l'occasion d'une « conversion ». À l'écoute des migrants d'une part, en dialogue avec les sciences sociales d'autre part, notre regard s'est progressivement déplacé. Et en prenant acte de cette double dimension d'ouverture - un temps plus long que notre immédiateté médiatique et un espace plus large que notre France locale - nous ne pouvions qu'apercevoir l'horizon de notre futur *avec* les migrants et *dans* le monde.

En même temps que cette confiance chrétienne réaffirmée en un avenir commun, c'est aussi une fierté très gauloise que nous avons retrouvée. S'agissant du modèle français d'intégration, « nous n'avons pas à rougir des spécificités de notre pays » a redit Jérôme Vignon, après avoir entendu les analyses sociologiques de l'ancien membre du Conseil constitutionnel Dominique Schnapper et l'engagement européen de l'ancien commissaire européen Jacques Barrot. Cette fierté ne peut qu'être blessée et appelle à un devoir d'indignation quand ce modèle est mis à mal. C'est sans doute pourquoi les réactions ont été nombreuses à l'occasion du discours de Henri Guaino, conseiller spécial du président de la République, sur un « pacte républicain » à refonder. Et les indignés seront nombreux à la tribune : Yannick Blanc, ancien directeur de la police générale de Paris et animateur du projet de livre vert des migrations, s'indigne contre les « murs de papier » construits par l'administration ; Anousheh Karvar, franco-iranienne, secrétaire nationale CFDT, membre de la Halde et du *Conseil national consultatif des Droits de l'Homme*, s'indigne contre les discriminations persistantes et certaines pratiques patronales qui maintiennent les migrants dans la précarité ; Patrick Peugeot, président de la Cimade qui, à l'occasion des 70 ans de l'organisation dont il est à la tête, égrène la longue liste des éléments politiques et administratifs « inacceptables ». C'est en fait la question fondamentale de l'intégration en tant que politique ou en tant que processus qui est sondée tout au long de ces journées. Les outils à sa disposition sont nombreux : Dominique Schnapper évoque la politique de la ville et plus largement du territoire, le non-cumul des mandats politiques ; Tzvetan Todorov, philosophe, appelle lui à favoriser l'intégration par l'acquisition de la langue et d'une mémoire commune ; Jean-Paul Bailly, président de *La Poste* fait le bilan d'une politique volontaire de la diversité dans l'entreprise publique.

Ouverture, indignation : comment ne pas rajouter, pour retrouver une certaine devise chrétienne, la catégorie de l'espérance ? Or l'espérance était bien présente. Il y a eu d'abord celle de la rencontre entre musulmans et chrétiens. Dounia Bouzar, anthropologue spécialiste de l'islam, nous explique tout le travail qui est fait par les femmes musulmanes pour s'ouvrir à la modernité occidentale, l'émergence du « je » parmi les jeunes musulmans, indice d'une relation équilibrée entre religion et modernité. L'islam pose beaucoup de questions et dans l'assistance le besoin de formation s'est fait clairement ressentir. Comment s'empêcher alors

de penser aux formations proposées par le *Service des Relations avec l'Islam* (SRI) et l'*Institut Catholique de la Méditerranée* (ICM) ?

Comment ne pas repérer, par la même, une espérance portée par les Églises, dont le rôle n'a cessé d'être reconnu : l'accueil dans les paroisses, l'accompagnement des accueillis, le lobbying politique. Jean-Arnold de Clermont, pasteur, président du Service protestant de Mission-Defap nous rappelle que « le Christ convie chaque chrétien à être témoin et porteur de réconciliation ». Contre les peurs, contre le non-respect des droits de la personne humaine, « les Églises visent la cohésion de la société ». Rappelons, à la suite de Jacques Barrot, que la Bible est l'histoire d'un peuple migrant ; l'aspiration chrétienne qui en découle est celle de l'universalité de la fraternité.

L'espérance, nous l'avons repérée aussi dans notre petit groupe issu en partie de Mosaïques Liban 2010. Une délégation marseillaise est ainsi montée à la capitale dans la continuité d'une réflexion locale. Suite à l'*Atelier Social Régional* de juin dernier, à la journée d'études « Mosaïques » de septembre, aux conférences organisées par le *Centre Chrétien de Réflexion* (CCR), nous nous sommes retrouvés à plusieurs au Parc Floral de Vincennes envoyés par nos différentes structures : Secours catholique, CCFD-Terre solidaire, CCR, ICM, *Union diaconale du Var* (UDV), etc. Une délégation composée de jeunes engagés et de jeunes migrants, preuve d'un vivre ensemble possible et génial. Avec nous également, les séminaristes marseillais - Maximilien, Matthieu et Martin - ont vécu ces trois journées de réflexion et de rencontres. C'est dans cette dynamique que le Pôle Europe de la *Coordination des Jeunes Professionnels* (CoJP) a lui aussi continué son exploration de la question des Migrations avant sa prochaine rencontre à Marseille les 15 et 16 janvier 2011.

Les Semaines Sociales de France sont nées en 1904, à l'initiative de deux catholiques laïcs, le lyonnais Marius Gonin et le lillois Adéodat Boissard, afin de faire connaître la pensée sociale de l'Église, de l'appliquer et de l'adapter aux problèmes de notre temps, et pour améliorer la condition ouvrière, dénoncée comme inhumaine par le Pape Léon XIII dans son encyclique "Rerum Novarum" (1891). Aujourd'hui, comme à leur création, les Semaines Sociales se préoccupent des mutations économiques, politiques, culturelles, scientifiques et technologiques, ainsi que de leurs incidences sur la société et sur l'exercice des responsabilités sociales. Elles s'expriment, notamment, par une session annuelle ordonnée à une grande question de société.